

Syrie : nommer l'ennemi qu'est Bachar Al-Assad - « L'auto-organisation pour vaincre les deux principaux secteurs de la contre-révolution »

vendredi 20 janvier 2017, par [LEGRAND Nathan](#) (Date de rédaction antérieure : 17 janvier 2017).

Sommaire

- [Des soulèvements populaires](#)
- [Dynamique d'affrontements](#)
- [Les faux amis du peuple syrien](#)
- [Désigner les responsabilités](#)
- [L'auto-organisation pour \(...\) »](#)

Dans un article [1] publié récemment sur les sites d'Ensemble ! (France) et de la LCR/SAP (Belgique), nous dénonçons le positionnement de différents secteurs de la gauche par rapport au processus révolutionnaire syrien lancé en 2011. Deux grandes tendances problématiques étaient alors identifiées dans la gauche à l'échelle mondiale : celle d'un campisme plus ou moins assumé en faveur du régime et de ses alliés, et celle d'une incapacité à identifier les acteurs qui devraient bénéficier de notre solidarité internationale dans la région à l'exception du mouvement d'autodétermination kurde (souvent limité au PKK-PYD dont l'orientation stratégique et les politiques menées sont idéalisées).

La volonté de ce texte n'était en aucun cas d'identifier deux blocs rigides – certaines différences d'appréciation s'expriment au sein de ces tendances, de même que peuvent exister, au sein de groupes organisés dont le positionnement majoritaire correspond à l'un de ces travers, des sensibilités et des individus en désaccord avec ce positionnement. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous nous sommes abstenus de désigner nommément des groupes ou individus et avons préféré nous limiter à écrire que, parmi ces secteurs de la gauche, le premier était majoritairement issu « de courants historiquement marqués par le stalinisme et d'autres formes d'organisations aux structures verticales et rigides », tandis que le second était composé de manière importante de sensibilités de « la gauche de tradition libertaire et autogestionnaire ». Notre conclusion était que ces travers au sein de secteurs de la gauche avaient en commun de commettre une grave erreur stratégique en refusant de soutenir le processus révolutionnaire syrien.

Il convient désormais de préciser certains éléments afin de répondre à celles et ceux qui continuent de nier la révolution syrienne sur fond de rhétorique anti-atlantiste et anti-islamiste. Ces précisions sont d'autant plus nécessaires que, ces derniers jours, certains organisateurs des rassemblements de solidarité avec Alep et le peuple syrien ont refusé de dénoncer explicitement les responsabilités du régime de Bachar Al-Assad et de ses alliés, préférant les renvoyer (expressément ou de fait) dos-à-dos aux exactions commises par des groupes armés réactionnaires opposés au régime. Le cas le plus représentatif de cette expression de « solidarité » qui se veut apolitique et uniquement humanitaire est certainement celui de la marche intitulée « Civil March for Aleppo », partie de

Berlin le 26 décembre dernier dans l'objectif affiché de rejoindre Alep. Les organisateurs et organisatrices de cette manifestation, qui s'annonçait pourtant prometteuse à plusieurs égards, ont interdit aux participant-e-s d'afficher les drapeaux de la révolution syrienne, refusant de « prendre parti » et demandant à ce que les seuls drapeaux utilisés soient des drapeaux blancs... c'est-à-dire le signe de la reddition !

Des soulèvements populaires généralisés à l'ensemble de la région

La révolution syrienne est à replacer dans le contexte de la vague révolutionnaire qui a touché la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à partir de décembre 2010. Partant de Tunisie, c'est ensuite au tour de l'Égypte, de la Libye, du Yémen, du Bahreïn et de la Syrie de se soulever. Des mouvements de protestation de moindre ampleur touchent la quasi-totalité des autres pays de la région, y compris l'État d'Israël, tandis que le vaste mouvement d'occupation des places connu sous le nom du 15M dans l'État espagnol – qui a lui-même inspiré le mouvement Occupy aux États-Unis et renforcé la lutte contre l'austérité imposée en Grèce – peut être vu comme un héritage du soulèvement égyptien.

Aujourd'hui, la narration dominante en Europe et en Amérique du Nord ne parle plus que de révolutions en Tunisie et en Égypte, sans doute parce que les soulèvements n'ont pas abouti à une chute du gouvernement au Bahreïn et en Syrie, et parce qu'ils ont laissé la place à un certain chaos sur fond de destruction complète de l'appareil d'État en Libye et au Yémen[2]. Cette narration dominante oublie volontairement qu'en Tunisie, la démocratisation politique n'a pas été accompagnée d'un bouleversement des conditions socio-économiques qui ont conduit à la révolution. Cette narration dominante oublie également qu'en Égypte, malgré le fait que les soulèvements populaires aient permis de renverser pas moins de deux gouvernements, c'est une dictature militaire qui a repris les commandes du pays et cherche à rétablir un « mur de la peur » afin de maintenir le mode de production mortifère contre lequel s'est soulevée la population. Il est vrai qu'il est certainement plus facile pour les dirigeants des États européens et nord-américains de faire accepter des accords de libre-échange, des prêts conditionnés du Fonds monétaire international (FMI), ou encore des ventes d'avions de chasse Rafale, si ces politiques sont justifiées par un soi-disant soutien aux processus révolutionnaires plutôt que décrites pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des politiques impérialistes.

De par l'ampleur des soulèvements, il était tentant de croire que ces processus révolutionnaires s'achèveraient rapidement, c'est-à-dire qu'ils aboutiraient à des révolutions politiques (la chute des régimes réactionnaires contre lesquels ces processus sont dirigés) et sociales (le bouleversement des conditions socio-économiques dans la région par une modification radicale des rapports de production au profit du camp des exploité-e-s et des opprimé-e-s). De tels résultats étaient d'autant plus souhaitables qu'ils auraient permis de nourrir et d'étendre les victoires du prolétariat international, y compris en Europe et en Amérique du Nord où, au lieu de cela, la réaction bat son plein à travers la mise en place de politiques sécuritaires et racistes qui ouvrent la voie à la montée de courants politiques réactionnaires dont Donald Trump et Marine Le Pen sont des avatars. Mais il était naïf de penser qu'une issue positive aux processus révolutionnaires arriverait aussi rapidement. Dans un récent texte, Gilbert Achcar répète ce qu'il avait souligné dès les premiers mois des soulèvements en écrivant : « En réalité, ce qui a commencé dans la région arabe en 2011 est un processus révolutionnaire à long terme, dont il était prévisible dès le départ qu'il prendrait de nombreuses années, voire même plusieurs décennies, et qu'il ne déboucherait pas sur une nouvelle période de stabilité durable à moins qu'émergent des directions progressistes capables de faire sortir les pays arabes de la crise [apparemment] insurmontable dans laquelle ils ont plongé après des décennies de pourrissement sur fond de despotisme et de corruption. »[3]

Dynamique d'affrontements entre les différents secteurs de la contre-révolution

Depuis le début des soulèvements, les peuples du Maghreb et du Machreq doivent faire face à plusieurs mouvements contre-révolutionnaires. En premier lieu, la contre-révolution a logiquement été menée par les régimes contre lesquels les processus révolutionnaires étaient dirigés. Ceux-ci ont sans cesse utilisé la carotte et le bâton afin de maintenir en place des systèmes de domination autoritaires garants d'un mode de production profondément injuste. Dans le même temps, le fondamentalisme islamique a su jouer un rôle politique significatif. Celui-ci est monté en puissance à la faveur de dynamiques contradictoires : formellement réprimé par les anciens régimes (donc gagnant en légitimité aux yeux de l'opposition), le fondamentalisme a cependant été favorisé par ces mêmes régimes lorsque les soulèvements ont éclaté (il est plus facile de justifier l'écrasement de l'opposition si celle-ci est – réellement ou supposément – dominée par des forces réactionnaires). Le fondamentalisme islamique est lui-même traversé par plusieurs courants : ainsi les Frères musulmans, les takfiristes affiliés à Al-Qaida, ou encore Daesh, ont différentes orientations stratégiques (qui doivent amener les progressistes à identifier correctement les différentes stratégies qui permettront de lutter contre ces groupes). Ils ont cependant pour dénominateur commun de chercher à organiser la vie en société par une lecture dogmatique de textes religieux, c'est-à-dire de proposer une lecture profondément antimatérialiste du monde : en cela, les différents courants du fondamentalisme islamique sont contre-révolutionnaires.

Ces deux secteurs de la contre-révolution peuvent avancer main dans la main selon le contexte dans lequel ils se situent. Ainsi en Tunisie, depuis janvier 2015, Nidaa Tounès (parti libéral dans lequel se retrouvent les membres de l'ancien régime) et Ennahdha (branche tunisienne des Frères musulmans) dirigent ensemble le pays, collaborant avec le FMI et l'Union européenne (UE) et remboursant sans le questionner le fardeau que représente la dette odieuse. En Égypte, si Mohamed Morsi et les Frères musulmans ont pu accéder au parlement et au gouvernement en 2012, c'est qu'ils avaient émis des garanties suffisantes auprès de l'armée[4], véritable colonne vertébrale du régime qui avait assuré la « transition » après la chute de Hosni Moubarak.

Si les régimes et les forces fondamentalistes peuvent avancer ensemble, ils peuvent aussi s'affronter. En Égypte, Mohamed Morsi a finalement été lâché par les militaires après avoir cru qu'il pourrait s'émanciper de leur tutelle. En juillet 2013, Abdel Fattah Al-Sissi, alors général et ministre de la Défense, prend le pouvoir à la faveur de la mobilisation de millions d'Égyptiens et d'Égyptiennes contre la politique de Morsi. Depuis lors, les Frères musulmans ont été durement réprimés par Al-Sissi, qui assure un retour à l'ancien régime au prétexte d'une « guerre contre le terrorisme »[5]. Les Frères musulmans sont massacrés lors des manifestations qu'ils organisent en juillet et en août 2013, puis la Confrérie est déclarée organisation terroriste en décembre de la même année. Le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (ECESR) compte 41 000 personnes « arrêtées ou [ayant] fait l'objet d'accusations au pénal entre juillet 2013 et mai 2014 »[6]. Parmi elles figure une majorité de Frères musulmans, la Confrérie dénombrant au moins 29 000 de ses membres qui auraient été arrêtés. Cette lutte contre les Frères musulmans n'est cependant qu'un prétexte à la répression de toute opposition politique. La liberté de rassemblement n'existe plus depuis novembre 2013, et les syndicalistes, les membres d'organisations progressistes et démocratiques, les membres d'ONG, les LGBTIQ, ou encore les journalistes, sont également victimes d'assassinats, de harcèlement, d'arrestations et de jugements arbitraires (avec une généralisation des jugements délivrés par des tribunaux militaires).

En Syrie, la nature de l'affrontement entre ces deux secteurs de la contre-révolution est différente puisque le régime a poussé à un conflit armé ouvert (là où, en Égypte, les Frères musulmans n'ont pas pris les armes tandis que les groupes takfiristes présents dans le Sinaï sont combattus plus ou

moins discrètement à travers une « sale guerre »[7]). La dynamique d'affrontement sert cependant le même but : l'écrasement de la révolution par le régime au nom d'une « guerre contre le terrorisme ». En Syrie, ces deux secteurs de la contre-révolution sont finalement les meilleurs alliés objectifs : le régime justifie sa répression par l'existence de ces groupes, tandis que ces derniers puisent leur légitimité dans le fait de s'opposer avec un certain succès au régime de Bachar Al-Assad.

Les faux amis du peuple syrien

Celles et ceux qui nient l'existence de la révolution syrienne et justifient ou relativisent l'action du régime de Bachar Al-Assad et de ses alliés n'ont cessé de nous répéter que les Etats-Unis se trouvent derrière les groupes d'opposition se revendiquant du fondamentalisme islamique. Au-delà des théories ouvertement conspirationnistes auxquelles nous ne prendrons pas la peine de répondre, cette idée, par ailleurs propagée par le régime, se base sur deux réalités mal comprises : d'une part le soutien affiché des Etats-Unis à ceux qu'ils appellent les « rebelles modérés », d'autre part le soutien du Qatar, de l'Arabie saoudite et de la Turquie (trois puissances sous-impérialistes alliées aux Etats-Unis) à plusieurs groupes armés de l'opposition à Bachar Al-Assad. Il ne saurait être question ici de remettre en cause le rôle central joué par les Etats-Unis dans le système impérialiste global, mais il convient d'apporter un éclairage quant à l'implication étatsunienne dans le cas spécifique du conflit syrien[8].

Le 8 avril 2011, alors que le soulèvement dure depuis plusieurs semaines et doit déjà faire face à une répression extrêmement brutale, Barack Obama se contente de publier un communiqué dans lequel il condamne la répression du régime ainsi que « toute utilisation de la violence par les manifestants » (*sic*) et appelle Bachar Al-Assad à « écouter la voix du peuple syrien qui réclame des réformes significatives sur les plans politique et économique »[9]. La condamnation de la répression et l'appel à entreprendre des réformes sont réitérés le 22 avril, puis de timides « sanctions » sont adoptées à partir du 29 avril. Il faut attendre le 18 août 2011 pour que la Maison Blanche, dénonçant l'incapacité du régime syrien à « mener une transition démocratique », déclare que Bachar Al-Assad doit s'écarter du pouvoir[10]. Dans le même temps, les Etats-Unis expriment leur opposition à la militarisation du conflit (jusqu'à ce que celui-ci devienne un fait accompli) et, aux côtés des autres États soi-disant « amis du peuple syrien », font preuve d'ingérence dans la création du Conseil national syrien (CNS).

Le CNS, qui s'est par la suite intégré à la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR, également appelée CNS pour « Coalition nationale syrienne », un sigle identique qui n'est pas dérangeant puisque le Conseil national syrien est majoritaire au sein de la Coalition, et les deux organes peuvent être confondus si l'on observe leur rôle dans les grandes lignes), est sensé représenter l'opposition syrienne à Bachar Al-Assad. En son sein, les Frères musulmans sont majoritaires, mais le CNS, en exil, s'est finalement surtout distingué par son incapacité à être représentatif des forces de l'opposition en Syrie et à avoir une influence concrète sur le terrain. Des militants révolutionnaires syriens ont dénoncé le fait que son action humanitaire, rendue possible par les maigres dons des États le parrainant, était destinée avant tout à acheter le soutien de la population aux Frères musulmans. Surtout, la volonté du CNS d'une intervention occidentale pour renverser Bachar Al-Assad a été dénoncée par les révolutionnaires. Finalement, le CNS n'a été que relativement peu soutenu financièrement (et l'argent n'a pas été utilisé pour changer la donne dans la situation militaire en Syrie), et son appel du pied aux puissances occidentales pour une intervention militaire directe n'a pas trouvé d'écho favorable auprès des chancelleries nord-américaines et européennes (au-delà de l'impérialisme français qui s'est retrouvé isolé sur la question).

En ce qui concerne les groupes combattant le régime en Syrie, on ne peut sérieusement assimiler l'action des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux à un véritable soutien. Au-delà des armes légères qui ne changent malheureusement rien au rapport de forces, quelques armes anti-char ont été délivrées (on notera que les divers signalements de ces armes aux mains de groupes armés dans une courte période de temps ne constituent pas la preuve d'une abondance de telles livraisons – on pourrait au contraire penser qu'une telle publicisation tient au caractère exceptionnel de la chose). Mais le refus de délivrer des armes défensives anti-aériennes, réclamées par les révolutionnaires et indispensables pour contrecarrer la supériorité aérienne du régime et de son allié russe, témoignent de l'absence de volonté des États occidentaux de conférer un avantage décisif à ces combattants. Le refus de délivrer des armes défensives a été inlassablement justifié par la crainte de voir ces armes « tomber dans de mauvaises mains ».

Celles et ceux qui dénoncent avec force le supposé soutien indéfectible des Etats-Unis aux groupes d'opposition armés brandissent souvent comme argument central l'existence d'un programme voté par le Congrès des Etats-Unis en 2014, sensé délivrer une enveloppe de 500 millions de dollars au Département de la Défense des Etats-Unis pour entraîner et équiper des opposants à Bachar Al-Assad préalablement sélectionnés parmi ceux que les Etats-Unis désignent sous le vocable « rebelles modérés ». Pour certain-e-s qui se sont contenté-e-s des dépêches de presse publiées au moment où Barack Obama a introduit sa demande d'autorisation du programme, l'approbation du Congrès équivaldrait à une mise en application effective et inconditionnelle du programme depuis 2014. La réalité est bien différente. La section 149 de la loi 113-164 adoptée par le Congrès des Etats-Unis le 19 septembre 2014 énonce les objectifs du programme : il s'agit « (1) [de] défendre la population syrienne des attaques de l'État islamique en Iraq et au Levant (ÉIIL) et [de] sécuriser les territoires sous contrôle de l'opposition, (2) [de] protéger les Etats-Unis, leurs amis et alliés, et le peuple syrien, des menaces posées par les terroristes en Syrie, (3) [de] promouvoir les conditions pour un accord négocié mettant fin au conflit en Syrie. »[11] Ce programme était donc destiné à la lutte contre Daesh et non contre Bachar Al-Assad, ce que les groupes bénéficiaires semblent d'ailleurs avoir dénoncé, tandis que le troisième objectif indique la volonté des Etats-Unis d'obtenir un « accord négocié » entre les différentes parties au conflit syrien (nous y reviendrons). Par ailleurs, il a été annoncé en octobre 2015 que les Etats-Unis mettaient fin au programme après que les premiers groupes « entraînés et équipés » eurent remis leurs armes à l'organisation takfiriste qui était alors connue sous le nom de Jabhat Al-Nosra (qui a adopté le nom de Jabhat Fatah Al-Sham après sa rupture de façade avec Al-Qaïda)[12]. À cette date, 384 millions de dollars avaient été investis dans le programme, qui aurait bénéficié à 180 combattants. Les Etats-Unis ont annoncé que le reste des 500 millions initialement alloués à ce programme irait à la coopération avec les forces militaires kurdes du PYD, auxquelles Washington est allié (tactiquement) dans sa lutte contre Daesh.

C'est bien là l'objectif principal des Etats-Unis à travers leur action militaire en Iraq et en Syrie : vaincre Daesh militairement. Reconnaître cela ne signifie pas soutenir l'intervention de la coalition internationale dirigée par Washington. Au contraire, il est clair que cette intervention n'apportera pas de solution durable au problème qu'est Daesh, et qu'elle ne peut que reproduire les conditions permettant l'émergence d'autres groupes réactionnaires et violents du même type. Cette intervention a d'ailleurs déjà provoqué la mort de plus de 2100 personnes civiles d'après les chiffres rapportés par l'ONG Airwars au 3 janvier 2017. Par ailleurs, la bataille de Mossoul à laquelle participe la coalition est en train de provoquer un désastre humanitaire.

Venons-en au soutien apporté à des groupes d'opposition réactionnaires par des États alliés aux Etats-Unis. Si les puissances sous-impérialistes que sont le Qatar et l'Arabie saoudite soutiennent et arment des groupes fondamentalistes opposés à Bachar Al-Assad, elles le font afin de remplir leurs propres agendas. Elles n'ont aucun intérêt à ce que le soulèvement populaire aboutisse car il est un danger pour la stabilité de l'ensemble des régimes autoritaires de la région, mais elles sont

également opposées au régime de Bachar Al-Assad allié à leur rival qu'est la République islamique d'Iran (et au Hezbollah libanais) et opposé aux groupes fondamentalistes sunnites parrainés par les monarchies du Golfe. Si l'Arabie saoudite et le Qatar semblent soutenir à peu près n'importe quels groupes fondamentalistes, il existe certaines alliances privilégiées. Riyad soutient ainsi les groupes salafistes, y compris takfiristes du type de Jabhat Al-Nosra / Jabhat Fatah Al-Sham, maintenant une alliance existant depuis la guerre du Golfe de 1990-1991 (qui a marqué le début d'une inimitié qui n'a toujours pas été entièrement renversée entre l'Arabie saoudite qui soutenait l'intervention impérialiste et les Frères musulmans qui y étaient opposés). De son côté, le Qatar soutient les groupes reliés aux Frères musulmans, dont Doha est devenu le principal sponsor sous le règne de Hamad ben Khalifa Al Thani (qui a exercé le pouvoir entre 1995 et 2013), suite au vide laissé par la désunion entre l'Arabie saoudite et la Confrérie[13]. La Turquie a quant à elle décidé de soutenir des groupes réactionnaires, dont des groupes affiliés aux Frères musulmans, et de pervertir d'autres groupes armés afin d'affaiblir le régime syrien et de combattre le mouvement d'autodétermination kurde, renforçant ainsi son rôle de puissance régionale. Les Etats-Unis ont effectivement misé sur leur alliance avec le Qatar et la Turquie dans leur recherche d'un « accord négocié » entre le régime syrien et l'opposition. Il faut évidemment dénoncer et combattre le soutien des puissances occidentales – au premier rang desquelles figurent les Etats-Unis et la France – à ces régimes autoritaires et sectaires, et militer contre les complexes militaro-industriels qui permettent à Paris et à Washington de vendre leurs armes à ces régimes et d'intervenir militairement à l'étranger.

Il est clair que les Etats-Unis ne sont pas les alliés de la révolution populaire syrienne. Notons d'ailleurs qu'au commencement des frappes étatsuniennes en Syrie qui ne font que renforcer le vernis « anti-impérialiste » de groupes tels que Daesh et Jabhat Fatah Al-Sham, le Pentagone a prévenu le régime syrien qu'il ne serait pas ciblé, tandis que, malgré sa rhétorique d'opposition à Washington, le régime a fait savoir par les voix de son ministre des Affaires étrangères et de celui de la Réconciliation nationale (sic) que ces frappes étaient les bienvenues puisqu'elles ciblent des groupes terroristes ennemis du régime[14]. Après avoir bombardé une position de l'armée syrienne en septembre 2016, les Etats-Unis se sont excusés auprès du régime tandis qu'un communiqué du commandement militaire étatsunien dans la région a indiqué : « La coalition ne ciblerait jamais intentionnellement une unité militaire syrienne. »[15] Que l'on décide ou non de croire que cette frappe était une erreur, la rhétorique de Washington est loin de celle du « changement de régime » imposé par la force.

En accordant un soutien uniquement rhétorique au processus révolutionnaire, en refusant d'accéder aux demandes d'aide des révolutionnaires pour lutter contre la supériorité aérienne syrienne et russe, et en ne délivrant de soutien effectif – bien que limité – qu'à la fraction de l'opposition en exil qui n'a ni représentativité, ni influence sur le terrain, les Etats-Unis et leurs alliés (malgré des réticences de la France de François Hollande et de l'Arabie saoudite) cherchent à favoriser une « solution yéménite »[16], c'est-à-dire un compromis entre le régime et les secteurs de l'opposition représentés par le CNS où les forces réactionnaires non-salafistes sont majoritaires. C'est d'ailleurs cette solution, désignée par le vocable d' « accord négocié », qui est mentionnée dans la résolution du Congrès des Etats-Unis citée plus haut. Finalement, la principale différence entre la position des Etats-Unis et celle de la Russie de Vladimir Poutine réside dans le rôle accordé à Bachar Al-Assad dans cette transition.

Désigner les responsabilités du régime de Bachar Al-Assad et de ses alliés

Chez celles et ceux qui semblent avoir identifié Bachar Al-Assad comme un ennemi du peuple syrien mais continuent de nier le processus révolutionnaire (préférant, au mieux, se limiter à un soutien au seul mouvement d'autodétermination kurde et, au pire, se contenter de penser que le rejet de tous

les mouvements armés quels qu'ils soient suffira à rétablir la paix et la justice), il y a l'idée que le danger principal en Syrie vient de Daesh, de Jabhat Fatah Al-Sham, et d'autres groupes cherchant à imposer la Charia par les armes. Il est évident que ces groupes représentent des dangers immenses pour les peuples de la région et leurs capacités à organiser des alternatives progressistes par le bas. Mais on ne saurait laisser de côté le rôle joué dans le développement de ces mouvements par les régimes autoritaires et sectaires – au premier rang desquels figure le régime de Bachar Al-Assad – et par les tentatives d'écrasement des mouvements fondamentalistes à travers la répression d'État et les interventions impérialistes. Disons-le clairement : le maintien du régime syrien (avec ou sans Bachar Al-Assad) et de son vaste système d'oppression représente le terreau le plus fertile au développement de ces mouvements ultra réactionnaires (nous y reviendrons dans la sous-partie suivante).

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés par Daesh et Jabhat Fatah Al-Sham sont documentés et ne font l'objet d'aucune remise en question. Il ne fait aucun doute que, pour ceux d'entre eux qui ne seront pas éliminés physiquement, les responsables de ces crimes seront jugés et condamnés. Cela ne saurait nous faire oublier que le premier responsable de la tragédie qui se joue depuis près de six ans en Syrie reste le boucher de Damas, c'est-à-dire le président de la République arabe syrienne, Bachar Al-Assad.

Faut-il rappeler ici l'étincelle qui a déclenché la révolution syrienne ? Une quinzaine de garçons de la ville de Deraa, alors âgés de 10 à 16 ans, arrêtés fin février 2011 et torturés pendant plusieurs semaines par le régime. Leur crime ? Avoir inscrit un petit slogan mural hostile à Bachar Al-Assad sur un bâtiment de leur école. Les traitements dont ils ont été victimes étaient déjà à l'œuvre depuis des années dans la Syrie des Al-Assad père et fils. Ils étaient annonciateurs de la répression féroce qu'allait mettre en œuvre le régime pour écraser la révolution. Le 18 mars 2011, trois jours après la date du 15 mars qui marque le début du soulèvement, les premiers martyrs de la révolution tombent sous les balles d'une unité antiterroriste lors d'une manifestation pacifique à Deraa.

Les manifestations de masse de la population syrienne ont dû faire face, de manière systématique, aux tirs à balles réelles des forces de sécurité du régime. Elles ont été méthodiquement attaquées par les shabiha, ces milices composées de Syriens payés ou menacés par le régime pour lui obéir. Quand les révolutionnaires n'ont pas été directement arrêté-e-s durant les manifestations, ils et elles ont été photographié-e-s et fiché-e-s par les mukhabarat, la police secrète, pour être enlevé-e-s plus tard et emmené-e-s dans les geôles du régime.

Depuis le début du soulèvement, les actes systématiques de torture ont été rapportés par les révolutionnaires. Ils ont finalement été documentés à l'aide de plusieurs dizaines de milliers de photographies prises par un déserteur des forces de sécurité, qui ont fait l'objet d'un rapport établi par des juristes spécialistes des crimes de guerre assistés de médecins légistes[17], puis d'une enquête approfondie de l'ONG Human Rights Watch[18]. Ces documents établissent qu'entre mars 2011 et août 2013, entre 6786 et environ 11000 personnes sont mortes des suites de la torture infligée par les forces de sécurité du régime. Ces chiffres n'offrent qu'une vision partielle de l'étendue du système de torture syrien puisqu'ils ne se basent que sur les photographies prises dans deux installations du régime et qui ont pu être sorties du pays. Les photographies des corps des victimes ont frappé par leur ressemblance avec celles prises dans les camps nazis de la Seconde Guerre mondiale[19].

Le régime a également planifié méthodiquement les viols contre les femmes. L'introduction de la première enquête révélant l'existence de ces pratiques à une large échelle est la suivante : « C'est le crime le plus tu, perpétré actuellement en Syrie. Un crime massif, organisé par le régime et réalisé dans les conditions les plus barbares. Un crime fondé sur l'un des tabous les mieux ancrés dans la société traditionnelle syrienne et sur le silence des victimes, convaincues de risquer le rejet par leur

propre famille, voire une condamnation à mort. C'est un crime qui anéantit les femmes, détruit les familles et disloque les communautés. Un crime que les hordes (sic) de réfugiés fuyant la Syrie pour les pays alentour désignent comme la cause principale de leur départ, mais que les enquêteurs de l'ONU et toutes les ONG peinent à documenter tant le sujet est douloureux. Un crime absent des discussions de Genève alors qu'il obsède les Syriens et hante des dizaines de milliers de survivantes. Le viol. L'arme de guerre secrète de Bachar Al-Assad. »[20] Le viol est pratiqué sur toutes les femmes quel que soit leur âge, tant par les mukhabarat dans les geôles du régime que dans les zones de combat par les soldats de l'armée syrienne et les miliciens chiites syriens et étrangers qui constituent aujourd'hui le gros des troupes se battant pour le régime. Les pilules contraceptives distribuées aux femmes emprisonnées témoignent de la planification de ces actes. Quand les femmes ne meurent pas des suites de ces sévices, certaines se suicident ou sont tuées par les hommes de leurs familles. Celles qui survivent portent de manière permanente les séquelles de ces véritables actes de terrorisme perpétrés sur leurs corps.

La révolution syrienne a été écrasée par une politique de la terre brûlée d'une ampleur gigantesque, telle qu'annoncée dès le début de la révolution par un slogan des partisans du régime : « Assad ou nous brûlons le pays ». Ces destructions et massacres ont été réalisés à l'aide d'un arsenal qui doit faire pâlir d'envie ceux des cadres du régime de Saddam Hussein qui se retrouvent aujourd'hui à la tête de Daesh. Bombes à sous-munitions, bombes incendiaires, bombes aérosol, armes chimiques telles que le gaz sarin qui a été utilisé lors du massacre de la Ghouta, rien ne semble avoir été épargné aux villes et quartiers dont le contrôle échappe à Damas[21]. Alors que le régime se retrouvait en difficulté et que son armement s'étiolait avant que l'Iran et la Russie ne viennent à sa rescousse, l'armée syrienne a généralisé son usage des barils d'explosifs largués par hélicoptères, qui ont l'avantage d'être peu coûteux et terriblement dévastateurs. Bientôt appuyé par l'aviation russe, le régime a délibérément visé les infrastructures civiles des villes qu'il assiégeait.

Dans son dernier rapport[22] couvrant le conflit de mars 2011 à fin juillet 2016, l'association Physicians for Human Rights dénombre 400 attaques commises sur 276 hôpitaux et infrastructures médicales, tuant 768 membres du personnel soignant. Parmi ces 400 attaques, l'association indique qu'au moins 362 ont été commises par le régime et ses alliés, provoquant la mort d'au moins 713 membres du personnel médical. Les témoignages de la population syrienne indiquent que, dans les villes assiégées par le régime, les infrastructures de la Défense civile syrienne (Casques blancs), les marchés, les files d'attente devant les boulangeries, les mosquées aux heures de prière, et plus généralement les rassemblements de civils, ont été délibérément ciblés par les bombardements aériens et les barils d'explosifs. Les écoles n'ont pas été épargnées. En septembre 2014, l'Unicef indiquait que 4200 écoles étaient endommagées, détruites ou utilisées pour l'hébergement des déplacé-e-s internes[23]. Au 4 janvier 2017, l'Unicef indique que 6000 écoles ne sont plus utilisables à des fins d'éducation en Syrie[24]. Enfin, la faim a été utilisée comme arme de guerre[25], les villes entièrement assiégées par le régime n'étant pas ravitaillées.

Le conflit a provoqué le déplacement forcé de millions de personnes. Alors que la Syrie comptait environ 20 millions d'habitant-e-s avant le début du soulèvement, le Haut commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) estime à 4,8 millions le nombre de réfugié-e-s syrien-ne-s (pour la plupart dans les pays voisins de la Syrie) et à 8,7 millions le nombre de déplacé-e-s internes[26]. À titre de comparaison, le nombre de réfugié-e-s palestinien-ne-s enregistré par l'UNRWA, qui englobe l'ensemble des réfugié-e-s depuis la Nakba et leur descendance, est d'un peu plus de 5 millions. L'Unicef compte 3,7 millions d'enfants (dont plus de 800000 réfugié-e-s), soit un enfant sur trois, qui n'ont jamais connu autre chose que la guerre, car né-e-s après le début du conflit[27].

Si les Nations unies ont officiellement arrêté de communiquer les chiffres des victimes du conflit depuis août 2014, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a finalement donné en avril 2016 celui de 400000 personnes tuées[28]. Un chiffre qui correspond à celui donné en février

2016 par le Syrian Centre for Policy Research (SCPR), qui a publié un rapport établissant à 470000 le nombre de victimes tuées durant le conflit, incluant 70000 personnes mortes faute d'accès aux soins, à la nourriture, à l'eau, etc. – le SCPR critiquant le fait que ces victimes indirectes ne soient pas prises en compte par les Nations unies[29]. La bataille des chiffres qui peut exister entre les différents observateurs importe peu (même si, à terme, la précision du décompte et l'identité des victimes seront importantes pour obtenir justice et réparations) : dans tous les cas, la tendance générale est effrayante.

L'association Violations Documentation Center in Syria (VDC) estime, d'après sa base de données, que 90% des victimes civiles du conflit ont été tuées par le régime et les milices qui lui sont alliées, un chiffre qui monte à 93,3% si l'on y ajoute les victimes civiles des frappes russes[30]. La base de données de VDC n'est pas exhaustive, mais là encore, c'est la tendance générale qu'il faut observer. À travers la torture, les viols, les exécutions arbitraires, les sièges affamant les populations, les bombardements aériens, les attaques chimiques ou encore les barils d'explosifs, Bachar Al-Assad s'est rendu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pratiqués à une échelle industrielle, rendus possibles par l'appareil d'État syrien et ses alliés de taille que sont la Russie, l'Iran et le Hezbollah.

Sans ces alliés, le régime aurait sans aucun doute été défait, tant la détermination du peuple syrien à combattre l'injustice et l'oppression est restée intacte, et les défections au sein de l'appareil d'État sont allées grandissantes face à l'ampleur du massacre. Celles et ceux qui nous répètent inlassablement que les États-Unis arment les opposants à Bachar Al-Assad se gardent bien de mentionner le soutien continu de la Russie et de l'Iran à l'armée syrienne depuis le début du conflit. Ce soutien ne s'est pas limité à la livraison d'armes légères puisqu'il inclut également des véhicules blindés, des bombes avec système de guidage, des drones ou encore des pièces de rechange pour l'équipement militaire syrien[31]. Si les fameux missiles S-300 n'ont jamais pu être livrés au régime, un responsable du complexe militaro-industriel russe a indiqué qu'ils avaient finalement commencé à être livrés à l'Iran[32].

Ce soutien s'est concrétisé par les interventions militaires directes du Hezbollah, de l'Iran puis de la Russie, qui ne sont plus un secret pour personne. Adhérant rapidement à la narration du régime – auquel il est allié de longue date – par la voix de son dirigeant Hassan Nasrallah, le Hezbollah a probablement été impliqué militairement en Syrie dès les premiers mois de la révolution, une implication confirmée en juin 2012 par les premières funérailles de ses combattants tués dans le pays[33]. Désormais fort d'une présence permanente de 7000 à 9000 hommes en Syrie, le Hezbollah participe directement à l'avancée au sol des forces pro-régime, entraîne des combattants syriens et a fondé une milice chiite syrienne revendiquant 20000 combattants[34]. Pour donner un aperçu de la puissance du Hezbollah, rappelons qu'il a résisté avec succès à l'agression israélienne au Sud-Liban en 2006. L'intervention de la République islamique d'Iran, régime parrainant le Hezbollah libanais, a été croissante au cours du conflit. Déjà présents en Syrie avant le soulèvement populaire, les officiers – ou « conseillers stratégiques » – du Corps des Gardiens de la révolution islamique, y compris ceux de la force d'élite Al-Qods, assistent les forces du régime dès le début du conflit, forment et entraînent des milices chiites syriennes. Au-delà de leurs propres combattants et de ceux du Hezbollah libanais, ces officiers iraniens commandent aujourd'hui les troupes au sol composées des lambeaux de l'armée syrienne, de milices chiites syriennes, irakiennes, afghanes, pakistanaïses, et d'autres milices syriennes pro-régime[35]. L'intervention de forces chiites étrangères en soutien au régime est un élément majeur de la stratégie de confessionnalisation du conflit de Bachar Al-Assad. À partir de septembre 2015, l'aviation russe a quant à elle conféré un avantage décisif au régime, comme l'ont montré la reprise de territoires qui échappaient au contrôle de Damas, dont celle de Palmyre aux mains de Daesh en mars 2016 (de nouveau capturée par les jihadistes en décembre) et celle des quartiers d'Alep-Est qui avaient été libérés du régime depuis 2012. Au sol,

des mercenaires russes assistent également les forces pro-régime[36].

L'Iran et la Russie maintiennent également le régime à flot par leur soutien économique et financier. Téhéran a accordé une ligne de crédit de 3,6 milliards de dollars au régime de Bachar Al-Assad en juillet 2013, puis une autre ligne a été accordée en juillet 2015 pour un montant d'1 milliard de dollars[37]. Quand bien même ces prêts seraient réellement destinés à importer des produits de consommation et du pétrole (qui sert à la consommation mais également au fonctionnement de l'armée syrienne) depuis l'Iran, ils n'en sont pas moins accordés à un régime criminel qui peut ainsi libérer d'autres fonds pour financer l'effort de guerre contre sa population. Ces prêts doivent donc être considérés pour ce qu'ils sont, à savoir une dette odieuse selon la définition élaborée par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) dont on peut donner ici un extrait : « tout prêt octroyé à un régime, fût-il élu démocratiquement, qui ne respecte pas les principes fondamentaux du droit international tels que les droits humains fondamentaux, l'égalité souveraine des États, ou l'absence du recours à la force, doit être considéré comme odieux. Les créanciers, dans le cas de dictatures notoires, ne peuvent arguer de leur ignorance et ne peuvent exiger d'être payés. Dans ce cas, la destination des prêts n'est pas fondamentale pour la caractérisation de la dette. En effet, soutenir financièrement un régime criminel, même pour des hôpitaux ou des écoles, revient à consolider son régime, à lui permettre de se maintenir. D'abord, certains investissements utiles (routes, hôpitaux...) peuvent ensuite être utilisés à des fins odieuses, par exemple pour soutenir l'effort de guerre. Ensuite, le principe de fongibilité des fonds fait qu'un gouvernement qui emprunte pour des fins utiles à la population ou à l'État – ce qui est officiellement presque toujours le cas – peut libérer des fonds pour d'autres buts moins avouables. »[38]

La Russie, quant à elle, se vante à travers l'agence de presse RT (anciennement appelée Russia Today) des accords économiques signés ou en cours de négociation avec la Syrie. En décembre 2013, Damas et Moscou ont ainsi signé un accord autorisant la Russie à exploiter les ressources pétrolières offshore de la côte syrienne, sur une superficie de 2190 km² et pour un investissement estimé à 90 millions de dollars[39]. En avril 2016 a été annoncée la signature d'accords économiques pour un montant de près d'1 milliard de dollars destinés notamment à la reconstruction du secteur énergétique syrien[40]. Sont également négociées une coopération bancaire entre la Russie et la Syrie ainsi qu'une zone de libre-échange entre la Syrie, la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Le soutien russe au régime est également motivé par la préservation des intérêts militaires de Moscou. Les bases navale de Tartous et aérienne de Hmeimim (Lattaquié), menacées par la révolution, sont les dernières installations militaires russes à l'étranger (la base de Sebastopol se situant, de fait, en territoire « russe » depuis l'annexion de la Crimée par Moscou en 2014), et représentent donc un intérêt stratégique majeur pour la Russie dans la région.

La gauche dénonce à raison les politiques des puissances impérialistes occidentales lorsqu'elles négocient un accord de libre-échange entre la Tunisie et l'UE ; lorsqu'elles endettent l'Égypte et la Tunisie à travers les prêts du FMI ; lorsqu'elles vendent des armes aux États autoritaires de la région comme l'Égypte, l'Arabie saoudite et le Qatar ; lorsqu'elles bombardent l'Iraq et la Syrie au nom d'une lutte contre Daesh ; ou encore lorsqu'elles soutiennent les bombardements de l'Arabie saoudite au Yémen. Si elle veut être cohérente, la gauche doit dénoncer les impérialismes russe et iranien en Syrie.

L'auto-organisation pour vaincre les deux principaux secteurs de la contre-révolution

La stratégie de confessionnalisation du conflit voulue par Damas a joué un rôle prépondérant dans le développement des organisations fondamentalistes sunnites en Syrie. Et c'est parce qu'elles

s'opposent avec un certain succès – aidées en cela par le soutien opportuniste de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie – au régime de Bachar Al-Assad que ces organisations ont gagné du poids au sein de l'opposition armée. Nous avons écrit plus haut que les forces fondamentalistes étaient contre-révolutionnaires. Mais l'écrasement militaire des forces fondamentalistes – qu'il s'agisse des Frères musulmans, des takfiristes tels que Jabhat Fatah Al-Sham, ou de Daesh – par les régimes autoritaires et sectaires de la région alliés aux différents impérialismes ne saurait éliminer les conditions permettant l'émergence de ces groupes, bien au contraire.

En Égypte, la répression dont ont été victimes les Frères musulmans sous le régime de Gamal Abdel Nasser et de ses successeurs n'a jamais permis de renverser leur statut de principale force d'opposition, comme en témoignent leurs succès électoraux en 2005 (quand Hosni Moubarak, sous la pression des Etats-Unis, élargit l'accès aux élections législatives, les Frères musulmans obtiennent 88 sièges sur les 120 candidats qu'ils avaient été autorisés à présenter) puis en 2011-2012 (succès qui leur permet alors d'accéder au gouvernement). En Égypte toujours, c'est la répression qui conduit à la radicalisation d'une fraction des Frères musulmans, sous la plume du théoricien Sayyid Qutb emprisonné sous Nasser, qui donne naissance au courant takfiriste dont la principale représentation a longtemps été la tristement célèbre organisation Al-Qaida.

De même, c'est la jonction entre l'organisation d'Al-Qaida en Iraq et des cadres défaits du régime de Saddam Hussein qui a donné naissance à l'organisation ultra réactionnaire qu'est Daesh durant l'occupation militaire de l'Iraq par les Etats-Unis suite à leur invasion du pays en 2003. Et ce sont la désintégration de la société iraquienne permise par la destruction du pays à travers 30 ans de guerres (depuis celle opposant l'Iran à l'Iraq entre 1980 et 1988) et la mise en place par les Etats-Unis d'un régime sectaire (qui exclue des milliers d'Iraqiens sunnites de la société à travers la politique connue sous le nom de « débaasification ») qui ont permis à Daesh de trouver une base sociale pour recruter et s'implanter, avant de s'étendre par la conquête militaire et de maintenir sa domination par la violence.

À l'inverse, là où les soulèvements populaires peuvent s'exprimer, les forces fondamentalistes sont vouées à être marginalisées, du fait qu'elles sont évidemment incapables de répondre aux aspirations des populations à la liberté, à la dignité et à la justice sociale. En Égypte, la prise du pouvoir par les militaires à l'été 2013 et le retour à l'autoritarisme ne sauraient nous faire oublier que ce sont les mobilisations de masse qui ont permis d'isoler les Frères musulmans. En Tunisie, le gouvernement de Nidaa Tounès et des fondamentalistes d'Ennahdha est de plus en plus discrédité sur fond d'application de sévères plans d'austérité. En Syrie, ce sont les groupes armés de l'opposition qui chassent Daesh hors d'Alep au début de l'année 2014, tandis que, dans les zones tenues par Jabhat Fatah Al-Sham, les manifestations populaires sont dirigées tant contre le régime que contre le groupe takfiriste.

Partout en Syrie où la vie s'organise sans et/ou contre le régime et les groupes ultra réactionnaires tels que Jabhat Fatah Al-Sham et Daesh, peuvent s'exprimer les conditions qui permettront à la population d'organiser des alternatives démocratiques et progressistes. Quand bien même ces régions seraient défendues par des groupes non-salafistes dont les directions sont in fine réactionnaires, rappelons que la domination du Hamas (affilié aux Frères musulmans) dans la bande de Gaza et celle des fondamentalistes du Hezbollah au Sud-Liban ne nous empêchent pas de soutenir la résistance aux agressions israéliennes dans ces zones. Il faut que le régime de Bachar Al-Assad et son système d'oppression soient anéantis pour que puissent apparaître les conditions qui permettront aux populations de Syrie – y compris aux Kurdes – de déterminer leur avenir et de se débarrasser des groupes fondamentalistes.

L'anéantissement actuel de la révolution syrienne ne peut que jouer en défaveur du mouvement d'autodétermination kurde. Le rôle joué dans la signature du cessez-le-feu actuel par la Turquie

d'Erdogan, que l'on peut désormais considérer comme un allié proche de la Russie de Vladimir Poutine, est une nouvelle étape témoignant du rapprochement progressif entre Ankara et Damas. Une fois les dernières poches de résistance au régime vaincues et la ville d'Idlib reprise par les forces pro-régime, Bachar Al-Assad pourra collaborer avec la Turquie et diriger ses forces contre les Kurdes de Syrie (il a déjà demandé aux forces armées du PYD d'abandonner leur quartier de Sheikh Maqsoud à Alep), à moins qu'il ne laisse Erdogan remplir seul cette sale besogne. L'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, qui a annoncé sa volonté de se rapprocher de la ligne défendue par Vladimir Poutine à l'international et affirme son mépris le plus total envers les populations opprimées, qu'elles soient palestinienne, syrienne ou kurde, ne peut que renforcer ce rapport de forces favorable à Bachar Al-Assad et à ses alliés. Si la priorité en Syrie est bien à l'arrêt des combats qui ne bénéficient plus qu'aux deux secteurs de la contre-révolution, celui-ci doit s'accompagner d'un retrait des forces étrangères hors du pays. Le cessez-le-feu négocié à Ankara et supposément appliqué depuis le 30 décembre dernier est un diktat imposé par la Russie, l'Iran et la Turquie, qui vise à achever l'écrasement de la révolution. Non seulement les forces pro-régime continuent d'attaquer l'opposition armée en l'assimilant à Jabhat Fatah Al-Sham, mais en plus les négociations entamées à Ankara et qui continueront à Astana semblent se diriger vers un accord de fin de conflit dans lequel la Syrie serait partagée entre des zones d'influence russe, iranienne et turque - c'est-à-dire que le pays serait occupé militairement par des puissances étrangères alliées au régime, empêchant ainsi l'expression politique du processus révolutionnaire, y compris dans sa dimension civile.

Nathan Legrand

Notes

1 Nathan Legrand, « La révolution syrienne et le martyr d'Alep », 20 décembre 2016. URL : <https://www.ensemble-fdg.org/content/la-revolution-syrienne-et-le-martyr-dalep>
ESSF (article 40057), [La révolution syrienne et le martyr d'Alep - La gauche ne doit pas abandonner les révolutionnaires de Syrie](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40057) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40057>

2 Notons que dans ces quatre derniers pays - Bahreïn, Syrie, Libye, Yémen - ont lieu ou ont eu lieu des interventions militaires directes de puissances extérieures.

3 Gilbert Achcar, « The Sixth Anniversary of the Start of the Arab Uprisings », Jadaliyya.com, 17 décembre 2016. URL : <http://www.jadaliyya.com/pages/index/25709/the-sixth-anniversary-of-the-start-of-the-arab-upr>
ESSF (article 39799), [2010-1016: The Sixth Anniversary of the Start of the Arab Uprisings - "No one should mourn the old order as if it was a dream rather than a nightmare"](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39799) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39799>

4 L'armée égyptienne a pu développer une activité économique dans les secteurs civils en contrepartie de l'acceptation des politiques d'*infitah* (libéralisation économique) menées à partir de la présidence de Anouar el-Sadate. Bien que le secret des affaires de l'armée soit garanti constitutionnellement, cette activité économique représenterait environ un tiers du PIB égyptien selon plusieurs estimations. Avant d'accéder au gouvernement, les Frères musulmans ont assuré aux militaires que cette situation ne serait pas bousculée.

5 Notons qu'il existe de réels groupes *takfiristes* dans le Sinaï et la Libye voisine, contre lesquels l'armée égyptienne mène une « sale guerre ». Al-Sissi exploite l'existence de ces groupes pour y assimiler les Frères musulmans.

6 Human Rights Watch, *Rapport mondial 2015 : Egypte, janvier 2015*.

7 Ismaïl Alexandrani, « Au Sinaï, une « sale guerre » qui ne dit pas son nom », *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

8 Pour être le plus exhaustif possible, ce travail nécessiterait une étude approfondie des décisions mises en application par les Etats-Unis et leurs alliés impérialistes occidentaux (la France – qui a cherché, sans succès significatif, à jouer un rôle plus direct dans les événements –, le Royaume-Uni, etc.). Nous ne disposons pas des ressources nécessaires à l'élaboration de ce travail – nul doute que d'autres activistes et/ou académicien-ne-s l'entreprendront.

9 The White House, Statement from the President on the Violence in Syria, 8 avril 2011. URL : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/04/08/statement-president-violence-syria>

10 The White House, Statement by President Obama on the Situation in Syria, 18 août 2011. URL : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/08/18/statement-president-obama-situation-syria>

11 Traduction de l'anglais de U.S. Congress, Public Law 113-164 – Sept. 19, 2014, Sec. 149. URL : <https://www.congress.gov/113/plaws/publ164/PLAW-113publ164.pdf>

12 Roy Gutman, « What really happened to the U.S. train-and-equip program in Syria ? », McClatchyDC.com, 21 décembre 2015. URL : <http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/article50919765.html>

13 Gilbert Achcar, *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Sindbad/Actes Sud, 2013, pp. 140-160.

14 Zeina Karam, Associated Press, « Syrian Foreign Minister : The US Said 'We Are Not After The Syrian Army' Before Airstrikes », *Businessinsider.com*, 30 septembre 2014. URL : <http://www.businessinsider.com/syrian-foreign-minister-the-us-said-we-are-not-after-the-syrian-army-before-airstrikes-2014-9> ; Kinda Makieh, « Exclusive : Syrian minister says U.S.-led strikes going in 'right direction' », *Reuters*, 24 septembre 2014. URL : http://www.reuters.com/article/us-syria-crisis-minister-idUSKCN0HJ19S20140924?utm_source=twitter

15 *Le Monde.fr* avec AFP, AP et Reuters, « Les Etats-Unis reconnaissent avoir bombardé par erreur l'armée syrienne », *LeMonde.fr*, 17 septembre 2016 (mis à jour le 18 septembre 2016). URL : http://abonnes.lemonde.fr/syrie/article/2016/09/17/la-coalition-internationale-reconnait-avoir-frappe-par-erreur-une-position-de-l-armee-syrienne_4999461_1618247.html

16 « Au Yémen, le président [Ali Abdallah Saleh] a accepté de quitter ses fonctions et de remettre le pouvoir au vice-président [Abd Rabbo Mansour Hadi en février 2012] et le régime est resté le même. En lieu et place, un gouvernement de coalition entre l'opposition et le régime, à l'exception du clan du président, a été mis en place. Comme nous le savons, celui-ci n'a pas duré longtemps, mais, en 2012, il était considéré par Obama comme le modèle à suivre en Syrie, ce qui est toujours le cas. », in Gilbert Achcar (entretien avec), Nada Matta (propos recueillis par), « Qu'est-il arrivé au printemps arabe, cinq ans après ? », 13 janvier 2016 (publié en anglais sur *Jacobin Magazine* le 17 décembre 2015). URL : <https://www.ensemble-fdg.org/content/quest-il-arrive-au-printemps-arabe-cinq-ans-apres> ESSF (article 37245), [2011-2015 - Qu'est-il arrivé au printemps arabe, cinq ans après ?](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37245) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37245>

17 Cordélia Bonal, « La machine à torturer syrienne révélée », *Libération.fr*, 21 janvier 2014. URL :

http://www.liberation.fr/planete/2014/01/21/la-machine-a-torturer-syrienne-revelee_974443

18 Human Rights Watch, « Syria : Stories Behind Photos of Killed Detainees », hrw.org, 16 décembre 2015. URL :

<https://www.hrw.org/news/2015/12/16/syria-stories-behind-photos-killed-detainees>

19 Siobhán O'Grady, « Les photos de Syrie exposées au musée de l'Holocauste de Washington ne sont pas sans rappeler les atrocités nazies », Slate.fr, 29 octobre 2014. URL :

<http://www.slate.fr/story/93683/photos-syrie-holocauste>

20 Annick Cojean, « Le viol, arme de destruction massive en Syrie », *LeMonde.fr*, 4 mars 2014 (mis à jour le 6 mars 2014). URL :

http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/03/04/syrie-le-viol-arme-de-destruction-massive_4377603_3218.html

ESSF (article 40058), [Le viol, arme de destruction massive en Syrie - « un crime qui anéantit les femmes, détruit les familles et disloque les communautés »](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40058>

21 Catherine Gouëset, « Syrie : Assad déploie toute une panoplie d'armes « sales » », *L'Express.fr*, 17 décembre 2013. URL :

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/syrie-assad-deploie-toute-une-panoplie-d-armes-sales_1308170.html

22 Physicians for Human Rights, Anatomy of a Crisis. A Map of Attacks on Health Care in Syria. Findings as of July 2016. URL : https://s3.amazonaws.com/PHR_syria_map/findings.pdf

23 Unicef, No Lost Generation Initiative. One Year Report, septembre 2014. URL :

<http://childrenofsyria.info/2014/09/24/no-lost-generation-initiative-one-year-on/>

24 #ChildrenofSyria, News & Numbers. URL : <http://childrenofsyria.info/>

25 Catherine Gouëset, op. cit.

26 UNHCR, Urgence en Syrie. URL : <http://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html>

27 Unicef, No place for children. The impact of five years of war on Syria's children and their childhood, 14 mars 2016. URL :

<http://childrenofsyria.info/wp-content/uploads/2016/03/SYRIA5Y-REPORT-12-MARCH.pdf>

28 Reuters, « De Mistura évoque un bilan de 400 000 morts en Syrie », *L'Orient Le Jour*, 22 avril 2016. URL :

<http://www.lorientlejour.com/article/982386/de-mistura-evoque-un-bilan-de-400-000-morts-en-syrie.html>

29 Ian Black, « Report on Syria conflict finds 11.5% of population killed or injured », *TheGuardian.com*, 11 février 2016. URL :

<https://www.theguardian.com/world/2016/feb/11/report-on-syria-conflict-finds-115-of-population-killed-or-injured>

30 Idrees, « Russia Today and the post-truth virus », *Pulse*, 15 décembre 2016. URL :

<https://pulsemmedia.org/2016/12/15/russia-today-and-the-post-truth-virus/>

31 Louis Charbonneau, « Exclusive : Iran flouts U.N. sanctions, sends arms to Syria : panel »,

Reuters, 17 mai 2012. URL :

<http://www.reuters.com/article/us-iran-sanctions-un-idUSBRE84F14520120517> ; Jonathan Saul, « Exclusive : Russia steps up military lifeline to Syria's Assad – sources », Reuters, 17 janvier 2014. URL : <http://www.reuters.com/article/us-syria-russia-arms-idUSBREA0G0MN20140117> ; Al Jazeera and agencies, « Russia confirms weapons on flights to Syria », Al Jazeera.com, 11 septembre 2015. URL : <http://www.aljazeera.com/news/2015/09/aid-flights-syria-carry-military-equipment-150910110117672.html>

32 Mailis Destrée, « La Russie exporte de plus en plus d'armes », *Le Courrier de Russie.com*, 7 juin 2016. URL : <http://www.aljazeera.com/news/2015/09/aid-flights-syria-carry-military-equipment-150910110117672.html>

33 Joseph Daher, *Hezbollah. The Political Economy of Lebanon's Party of God*, Plutopress, 2016, pp. 179-182.

34 Ibid., pp.182-186.

35 Kristin Dailey, « Iran Has More Volunteers for the Syrian War Than It Knows What to Do With », *Foreign Policy*, 12 mai 2016. URL : <http://foreignpolicy.com/2016/05/12/iran-suleimani-basij-irgc-assad-syria/>

36 John Sparks, « Revealed : Russia's 'Secret Syria Mercenaries' », Sky News, 10 août 2016. URL : <http://news.sky.com/story/revealed-russias-secret-syria-mercenaries-10529248>

37 Sylvia Westall, Suleiman Al-Khalidi, « Syria ratifies fresh \$1 billion credit line from Iran », Reuters, 8 juillet 2015. URL : <http://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-iran-idUSKCN0PI1RD20150708>

38 Éric Toussaint, « La dette odieuse selon Alexandre Sack et selon le CADTM », cadtm.org, 18 novembre 2016. URL : <http://www.cadtm.org/La-dette-odieuse-selon-Alexandre>

39 RT, « Syria signs offshore oil and gas exploration deal with Russia », RT.com, 25 décembre 2013. URL : <https://www.rt.com/business/syria-oil-gas-russia-795/>

40 RT, « Russia signs contracts worth \$950mn for Syria reconstruction », RT.com, 26 avril 2016. URL : <https://www.rt.com/business/340942-syria-russia-restoration-works/>

P.-S.

* MAR, 17/01/2017 - 18:59 :

<https://www.ensemble-fdg.org/content/syrie-nommer-lennemi-quest-bachar-al-assad>